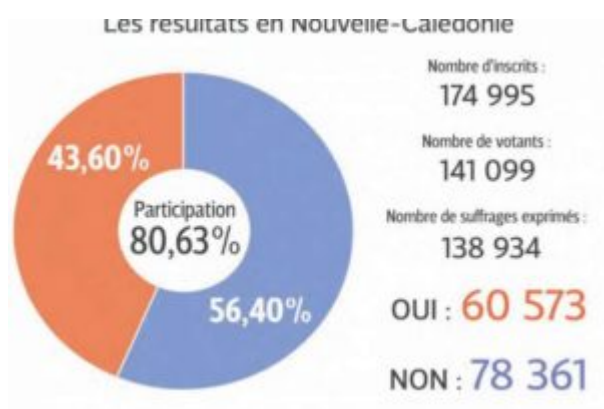


Référendum Nouvelle-Calédonie : l'inquiétant jour d'après...

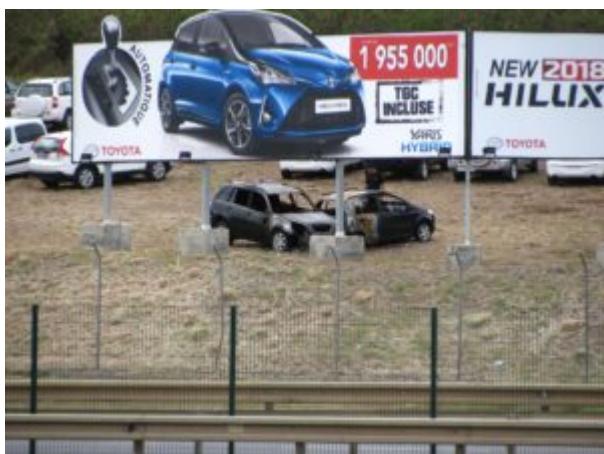


Nouméa du jour d'après.

Des rues désertes. Des adolescents kanaks déscolarisés qui traînent sur la place des Cocotiers.

Quelques dégâts encore fumants de la veille.

Des automobiles neuves cramées sur un parking sous douane.



Une vieille maison calédonienne livrée aux flammes.



La digestion des résultats est difficile :

56,4 % des Calédoniens contre l'indépendance, 43,6 de Kanaks pour.

78 361 voix contre l'indépendance, 60 573 pour.

Un écart de 17 788 voix.

Depuis hier soir, les Kanaks, goguenards, disent qu'ils attendent avec impatience le deuxième référendum.

Si, vu de Métropole, la différence des pourcentages entre le « NON » et le « OUI » paraît importante, en voix c'est autre chose.

Bien sûr, dans deux ans, pour le référendum 2020, il n'y aura pas 9 000 personnes qui auront changé d'avis pour passer dans l'autre camp.

Mais les indépendantistes ont noté l'abstention dans la Province des Loyauté – un réservoir de quelques dix mille voix – puis ils savent qu'avec l'inscription automatique, un certain nombre de leurs jeunes auront 18 ans dans les deux ans à venir. Ils savent également que de vieilles dames et des vieux messieurs calédoniens disparaîtront, que d'autres, las de l'incertitude perpétuelle que fait peser la situation politique, iront s'installer en Nouvelle-Zélande ou en Australie. Et le corps électoral gelé – voire congelé depuis 24 ans – ne concerne pas les Kanaks.

Édouard Philippe a passé la journée sur le Territoire.

D'une courte déclaration depuis le Haut-Commissariat et une

courte interview sans saveur, on perçoit qu'il voudrait éviter l'instabilité économique qui détruira la Nouvelle-Calédonie dans les mois qui viennent.



Après avoir félicité toute la marmaille administrative pour l'organisation de la consultation, avoir vanté le calme des électeurs, il a mis en avant les enjeux économiques et sociaux dont il faut davantage se préoccuper maintenant que l'épreuve politique du référendum est passée.

Pour cela, il a annoncé la réunion à Paris, mi-décembre, d'un Comité des Signataires (des accords). Il espère que, d'ici là, les trois partis loyalistes, en éternelles bisbilles, et les deux partis indépendantistes, plutôt unis, s'entendront pour les prochains vingt-quatre ou quarante-huit mois, période de transition vers Kanaky.

Le reste : « *destin commun* », « *petite nation dans la grande nation* », « *citoyenneté locale* », « *état fédéral* », « *peuple calédonien* », « *souveraineté partagée* », « *si y'a pas toi, y'a pas moi* », « *Terre de parole, terre de partage* », « *la recherche d'un drapeau commun* », apparaît pour ce qu'il est, du flan destiné à endormir les gogos, un lavage de cerveau, un envahissement mental pour annihiler la résistance anti-indépendantiste.

Les discours sur la suppression des deux référendums, sur la réintégration des 30 ou 35 000 citoyens interdits de vote, sur la modification de la clé de répartition, sont caducs.

Le taux du « NON » est trop faible pour revenir sur ces acquis indépendantistes.

Quant à la création d'une identité commune calédonienne, elle est renvoyée aux calendes grecques.

Le « peuple kanak », tout à sa déstabilisation arrogante et raciste du Territoire, tout à sa prochaine gloire dominatrice des populations non kanakes, acceptera certainement cette paix de deux ans (ou de quatre ans) car elle lui permettra de profiter encore un peu du travail des Calédoniens, de l'argent de leurs impôts et de celui de la Métropole.

Les livres d'Histoire – s'il y en a encore dans quelques années – retiendront-ils que la France a commencé à s'éloigner de la Nouvelle-Calédonie le 4 novembre 2018 ?

Marcus Graven